

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

France : Jean Castex, nouveau Premier ministre !

Jonas OSSOMBEY (sources : AFP)
Libreville/Gabon

ALORS que le landerneau politique s'attendait à d'autres noms pour remplacer Edouard Philippe à Matignon, le président Emmanuel Macron, fidèle à sa tradition, a choisi à la surprise générale, un élu local inconnu du grand nombre. Le haut fonctionnaire Jean Castex, nommé hier Premier ministre français après avoir préparé le déconfinement,

est un ancien conseiller de Nicolas Sarkozy, unanimement salué pour son entregent et son efficacité.

Homme posé et affable de 55 ans, qui n'a jamais été ministre, il est comme un "couteau suisse" aux réseaux multiples, qui cumule les avantages pour porter la deuxième phase du quinquennat : diplômé de l'ENA et au contact des territoires (il est maire d'une petite ville du Sud-Ouest). De droite, il est réputé homme de dialogue et parfait connaisseur des arcanes du pouvoir depuis son passage, comme secrétaire général adjoint, au palais présidentiel de l'Élysée à la fin du mandat de Nicolas Sarkozy, chef de l'État de 2007 à 2012.

Le nouveau Premier ministre français a également pu s'appuyer sur une vie professionnelle et politique très largement orientée vers le secteur social et la santé. "C'est un vrai couteau suisse, il a des connexions un peu partout, il sait faire ce qu'il faut faire au bon endroit", assure Franck Louvrier, l'ancien conseiller de Nicolas Sarkozy. Dans cette optique, directeur de l'hospitalisation au ministère des Solidarités en 2005-2006, il devient ensuite directeur de cabinet du ministre Xavier Bertrand à deux reprises, d'abord au ministère de la Santé (2006-2007) puis au Travail (2007-2008). "Le premier plan pandémie, c'est Jean Castex qui est dircab" à l'époque du virus H5N1, rappelle Xavier Bertrand, en louant "les idées claires et le franc-parler" de cet "énarque rectifié élu local".

Son parcours l'amène aussi à gérer des dossiers délicats, notamment le service minimum dans les transports et la réforme des régimes spéciaux de retraite. Il laisse à l'époque chez ses interlocuteurs des centrales syndicales le souvenir d'un homme "disponible" et "avenant" même s'il "cache une certaine fermeté", avec "une excellente connaissance de ses dossiers". En somme, disent les mêmes, "quelqu'un avec qui on



Le nouveau chef du gouvernement français, Jean Castex, sortant hier de l'Élysée.

peut discuter".

Membre des Républicains, père de quatre filles, Jean Castex sait

aussi se ménager des appuis à La République en marche, le parti présidentiel : son nom avait

un temps circulé fin 2018 pour succéder à Gérard Collomb au ministère de l'Intérieur.

Brèves

Génocide au Rwanda : la justice française confirme le non-lieu

L'enquête française sur l'attentat déclencheur du génocide de 1994 au Rwanda, véritable épine dans le pied des relations franco-rwandaïses depuis plus de 20 ans, se rapproche un peu plus de son épilogue : la justice a confirmé hier l'abandon des poursuites contre l'entourage de l'actuel président rwandais Paul Kagame. Cependant, les avocats des familles des victimes ont immédiatement annoncé un pourvoi en cassation contre l'arrêt rendu hier par la cour d'appel de Paris.

Niger : cinq villageois tués par Boko Haram dans la région de Diffa

Cinq villageois ont été tués au Niger dans une attaque attribuée au groupe jihadiste nigérian Boko Haram dans la commune de Gueskéro (sud-est) proche du Nigeria, a indiqué jeudi à l'AFP le maire de cette commune. "Ce sont les BH (Boko Haram) qui sont arrivés mercredi nuit à Ngaroua-Gana et ont tué cinq hommes par balles et blessé quatre autres avant de repartir avec un otage", a affirmé Ousseini Boukar, le maire de Gueskéro.

Plan de relance européen : l'Espagnole Nadia Calviño "plutôt optimiste" sur un accord

La ministre espagnole de l'Économie Nadia Calviño, candidate à la présidence de l'Eurogroupe, s'est dite hier "plutôt optimiste" quant à la conclusion d'un accord européen sur le plan de relance européen de 750 milliards d'euros à la suite de la pandémie de Covid-19. "La commission européenne a mis sur la table une proposition ambitieuse. (...) Il y aura des négociations dans les jours qui viennent", a-t-elle affirmé.

J.O.

"Monsieur déconfinement" est de droite

J.O. (sources : AFP)
Libreville/Gabon

"UN haut fonctionnaire qui connaît parfaitement le monde de la santé et qui est redoutable d'efficacité", avait résumé le chef du gouvernement Édouard Philippe, lors de sa nomination le 6 avril comme coordinateur de la stratégie nationale de déconfinement post-coronavirus.

"Il a une bonhomie et une sympathie incroyable, une empathie et humilité naturelles. Il travaille à la vitesse de la lumière en gardant un calme à toute épreuve", se souvient un ancien du cabinet de l'ancien ministre de droite Xavier Bertrand, en assurant : "Je n'ai jamais vu quelqu'un autant faire l'unanimité autour de lui, tout le temps". Autant d'atouts qui ont servi "Monsieur déconfinement" pour élaborer, avec son équipe de



Jean Castex et le président Emmanuel Macron.

18 collaborateurs, une doctrine prudente pour permettre au pays de négocier sans recrudescence de l'épidémie le virage de sortie de crise.

"Politiquement, je suis de droite et je l'assume parfaitement", soulignait alors ce membre de la Cour des Comptes. Nicolas Sarkozy en avait d'ailleurs fait son conseiller aux affaires sociales en 2010, puis le secrétaire général adjoint de l'Élysée entre 2011 et 2012. À

deux ans de la présidentielle, sa nomination "présente beaucoup d'avantages pour Macron" et "il se dit qu'il peut ainsi aussi embêter Xavier Bertrand", souligne-t-on dans l'entourage de l'ancien ministre, qui a quitté le parti Les Républicains (LR, droite) en 2017, préside aujourd'hui la région des Hauts-de-France (Nord) et dont le nom revient régulièrement pour représenter la droite en 2022.